



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHATEAU Vincent

21 Chemin de Lartiguas
33480 LISTRAC-MEDOC

Références : 2025-1713
Code AIOT : 0100042889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement CHATEAU Vincent implanté 21 Chemin de Lartiguas 33480 LISTRAC-MEDOC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection portant sur le contrôle de la mise en œuvre de la mesure administrative suite à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure de l'exploitation d'une ICPE par Monsieur CHATEAU Vincent en date du 14 août 2024, notifiée à l'exploitant le 26 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHATEAU Vincent
- 21 Chemin de Lartiguas 33480 LISTRAC-MEDOC
- Code AIOT : 0100042889
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dénombrement du nombre de chiens âgés de + de 4 mois dans les installations de Monsieur CHATEAU Vincent à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de l'AP de mise en demeure en date du 14/08/2024	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1	Suite pénale et administrative	
2	Effectif	Décret du 08/12/2006	Demande d'action corrective	1 mois
3	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Le R.511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3	fermeture	
4	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 2.1	fermeture	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Présence de 15 chiens âgés de plus de 4 mois.
- Exploitation d'une installation classée sans déclaration préalable.
- Poursuite de l'exploitation d'une installation classée soumise à déclaration non conforme à une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'AP de mise en demeure en date du 14/08/2024.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article article 1
Thème(s) : Élevage, Application de la mise en demeure du 14/08/2024
Prescription contrôlée : Monsieur CHATEAU Vincent doit mettre en œuvre les mesures énoncées par l'arrêté préfectoral du 14/08/2024 qui prévoit à l'article 1: Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• Soit de limiter le nombre de chiens de plus de 4 mois à 9 individus pour son atelier situé 21 chemin de Lartiguas sur la commune de LISTRAC-MEDOC ;• soit de cesser son activité. et dans un délai de six mois, à compter de la notification du l'arrêté préfectoral de mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• De cesser l'activité à l'adresse indiquée ci-dessus et de procéder, le cas échéant à la déclaration initiale pour un hébergement durable des chiens conformément à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'arrêté ministériel des prescriptions générales du 08/12/2006 applicables et notamment aux respects des règles de distances vis-à-vis des tiers et des points d'eau.
Constats : Au préalable de l'infection du 11 avril 2025, l'arrêté préfectoral portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement a été notifié à Monsieur Vincent CHATEAU le 26 août 2024. Monsieur CHATEAU Vincent n'a pas informé le service de l'inspection des suites mises en œuvre à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 14 août 2024. Au jour de l'inspection du 11 avril 2025, Monsieur CHATEAU Vincent exploite toujours un chenil situé sur la parcelle cadastrée WH 53, accolé et dans la continuité d'un bâtiment agricole. Les installations sont constituées de huit boxes. En l'absence de Monsieur CHATEAU Vincent et en l'absence du registre, nous constatons la présence de 15 chiens adultes dont 1 femelle et 14 mâles, tous âgés de plus de 4 mois selon les caractéristiques morphologiques et physiques de ces animaux .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suites Pénales et administratives

N° 2 : Effectif

Référence réglementaire : Décret du 08/12/2006
Thème(s) : Élevage, Effectif
Prescription contrôlée : Nombre de chiens de plus de 4 mois
Constats : Présence de 15 chiens âgés de 4 mois vus ce jour dans les 7 boxes des installations exploitées par Monsieur CHATEAU Vincent .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Le R.511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3
Thème(s) : Élevage, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Chiens (activité d'élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines
Constats : Monsieur CHATEAU Vincent n'a pas déclaré au préalable son chenil de 15 chiens âgés de plus de 4 mois. Cette exploitation constitue une installation classée pour la protection de l'environnement .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : fermeture

N° 4 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 2.1
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; - à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; - à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; - à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet. En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.
Constats : Monsieur CHATEAU Vincent exploite un chenil de 15 chiens à moins de 100 mètres de 3 habitations de tiers et à moins de 35 mètres des berges d'un cours d'eau . Cette situation est non conforme aux prescriptions générales applicables de la rubrique 2120 "chiens" de la nomenclature aux installations classées pour la protection de l'environnement . Des nuisances sonores récurrentes sont transmises à la mairie par des tiers situés à proximité de ce chenil.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : fermeture